

L'AVANT-GARDE

POUR LA SUISSE

Un an Fr. 4»—

Six mois » 2»—

Trois mois » 1»—

Pour l'Étranger le port en sus.

Organe Collectiviste et Anarchiste.

POUR LA FRANCE

Un an Fr. 8»—

Six mois » 4»—

Trois mois » 2»—

Lettres et argent franco.

Administration et Rédaction de l'Avant-Garde : Chaux-de-Fonds (canton de Neuchâtel, Suisse).

La Curée.

- » Car, il faut au chenil que chacun d'eux revienne
« Avec un os demi-rongé,
« Et que trouvant au seuil son orgueilleuse chienne,
« Jalouse et le poil allongé,
« Il lui montre sa gueule encor rouge, et qui grogne,
« Son os dans les dents arrêté,
« Et lui crie en jetant son quartier de charogne :
« Voici ma part de royauté ! »

(A. BARBIER.)

Les ambassadeurs qui viennent de se réunir à Berlin se croient de biens grands personnages, et s'imaginent avoir fait de bien grandes choses. Ils ne sont pour nous que de véritables partageux.

Ils sont grandis par toute la bêtise des novellistes qui sont allés écouter à leurs portes, qui ont regardé dans leurs chambres par le trou de la serrure, qui ont essayé de lire sur leurs fronts, de deviner dans leurs sourires ou dans leurs grimaces les destinées des nations. Journalistes et boursiers, gros personnages et grandes dames, les ont flattés, caressés, adulés, pour extraire d'eux un mot, un signe : — et tous ces grotesques — de Gortschakoff le gou-teux à Waddington le ventru, — ont pu croire que leur caboche renfermait tout un monde de pensées. C'est toujours le cas de répéter la vieille parole :

« Ces grands ne sont grands que parce que nous sommes à genoux.

Levons-nous ! »

... Mais les peuples ne se sont pas levés. Ils sont, non pas à genoux, mais à plat-ventre, se roulant dans la boue, s'offrant, comme dans les fêtes égyptiennes, à servir de pavé aux cavalcades de leurs maîtres. Au commencement de la guerre on nous parlait de Bulgares se levant en hommes libres, et luttant le bon combat contre les tyrans. Où sont-ils maintenant ces héros ? nous ne voyons que des esclaves ; ou, ce qui est plus triste encore, des valets gueusant une livrée !

Le congrès de Berlin est un bazar, un antre, un mauvais lieu, où on a commercé, vendu, partagé de la chair humaine. On y a vendu des esclaves, non pas au détail comme dans les bazars de Constantinople ; non, c'est en gros, par peuples entiers qu'on y a fait du commerce. Et les peuples ne se sont pas levés pour renverser les immondes tréteaux de ventes ! Non, ils ont applaudi, ils ont admiré, et quand Beaconsfield est rentré en Angleterre, il a fallu protéger la gare par une palissade et par la force publique, de peur que le grand homme d'état ne fut écrasé par la foule enthousiaste !

Dans cette grande foire au peuple, c'est naturellement le plus riche qui l'a emporté. L'Angleterre a le sac. Cela suffit. A pei-

ne, a-t-elle eu besoin d'en desserrer les cordons. Sans tirer un coup de canon, sans débarquer un soldat, elle a fait reculer les Russes jusqu'aux Balkans, elle leur a repris tout le versant méridional des montagnes, sinon pour y installer ses propres troupes, du moins pour y maintenir son vassal ; de cette manière elle garde les clefs du Bosphore. Jadis, c'était le Turc qui défendait aux vaisseaux russes d'entrer dans la Méditerranée ; maintenant, ce sera l'Anglais. Ce grand centre de l'équilibre de l'ancien monde appartiendra maintenant d'une manière presque officielle à l'Angleterre. N'est-elle pas chargée par le traité du 4 Juin d'aider le Sultan à bien gouverner ses peuples de l'Asie Mineure et n'est-elle pas tenue de le protéger contre tout danger ? Elle commencera par se protéger elle-même. Comme un gros ours qu'il est, le Russe est allé se buter contre l'obstacle ; le léopard britannique a fait le tour par le midi, il s'est emparé des portes de la Mer Noire, et ses canons couvrent Constantinople.

Ce n'est pas tout. Les Russes en s'emparant de la haute Arménie, pouvaient menacer la vallée de l'Euphrate, mettre en péril la sécurité du chemin que les Anglais n'ont pas encore construit de la Méditerranée au Golfe Persique, mais qu'ils construiront bientôt. Eh bien, si les Russes se sont embusqués là haut, du côté des montagnes de l'Ararat, dans quelque défilé bien choisi, les Anglais se campent dans l'île de Chypre. De là, ils surveillent toute la côte de l'Asie Mineure et de la Syrie, ils sont tout près de la vallée de l'Euphrate ; par leurs vaisseaux et leurs troupes de débarquement, ils sont d'un bon mois en avance sur les Russes, si jamais un conflit devait éclater. Et en attendant, ils vont faire de l'argent dans l'île : ils vont y planter de la vigne, y tailler du marbre, y exploiter des mines. Vive l'argent et *Rule Britannia* ! La foule des gens d'affaire s'abat déjà sur l'île comme une nuée de sauterelles. Gare au pauvre paysan qui paiera tous les nouveaux-venus !

Mais si l'Anglais a le sac, la Russe a la griffe. La Russie s'est payée de ses peines.

Alexandre a pu accomplir l'acte de piété filiale que lui imposait la mémoire de son excellent père. Il a pu voler la Bessarabie aux Roumains. Le pays dont il s'empare, et la Dobroucha qu'il gouvernera par l'entremise de la Roumanie, sont remplis d'exilés volontaires cosaques et autres, qui s'étaient enfuis de la sainte Russie pour vivre en paix. C'est bien ! La police aura encore de beaux jours : que de gens à traquer, à

emprisonner, à expédier en Sibérie ! L'ordre règnera dans ce beau pays et l'on bénira le saint nom du Tsar dans la sainte langue russe !

Et l'Autriche ?

Elle aussi a reçu son contingent de sujets. Combien ? un million quinze cent mille ? On ne sait pas encore ; mais, on les dénombrera ; les paperassiers vont venir. Dans chaque village, les Bosniaques verront arriver un conseiller réel, un percepteur royal impérial, un inspecteur effectif, dix gendarmes, quinze mouchards, que sais-je encore ? Ils jouiront de tous les bienfaits d'une administration paternelle. Et, dans l'armée autrichienne qui s'avance, voyez se glisser les prêtres. Ils arrivent en maîtres. La lutte séculaire de l'église romaine contre l'église grecque tourne à leur avantage. A eux les honneurs maintenant. A eux les profits. De sa « prison » du Vatican, le Saint-Père les encourage à la curée.

Il n'est pas jusqu'à la France qui n'ait aussi voulu sa petite part dans le butin. Mais, pour elle, les temps sont durs ! elle a dû se contenter de peu : le protectorat des lieux saints lui suffit. Faire plaisir aux jésuites satisfait l'ambition de M. Waddington. Donner à toute la moinerie catholique le plaisir de monter la garde autour d'un trône de Jérusalem, voilà qui doit combler les vœux de la nation française que certains gens prétendent en république. C'est à obtenir de pareils résultats que doivent servir les millions du budget, c'est pour assurer ce glorieux triomphe à leur patrie que les ouvriers d'Anzin doivent aller travailler pendant quatorze heures par jour à mille pieds sous terre !

Telle est l'œuvre de nos diplomates.

Aucun souci des volontés des peuples ; nul respect de leur autonomie ; pas même ces semblants de plébiscites dont s'entourait la pudeur impériale. Ils ont jeté les peuples sur la table de marbre, et ils les ont dépecés tout simplement, ouvertement, à la face du monde. Ils sont ce que les a appelé l'*Egalité*, les *Billoirs* de la politique.

Chacun emporte son lambeau de peuple, sans prendre garde à sa race, ses mœurs, ses idées. Au Monténégrin un port ; au Serbe, au Grec, un peu de terre. La Russie, l'Angleterre, l'Autriche prennent de grosses parts, des quartiers entiers ; on jette à la France un peu de pourriture ; on rit en voyant l'Italie s'en revenir fâchée, les mains vides, sans Trente, sans Trieste, sans Tunis, sans l'Albanie ; on tremble en voyant Bismark qui n'a rien pris ; on s'indigne à propos de cette pauvre et courageu-

se Roumanie, décousue, remaniée, recousue, grâce à la lacheté de son Charles, si accoutumé aux affronts, pour conserver son titre, qu'il mourra un jour comme Jean de Paris... d'un coup de pied au cul.

Un seul mot caractérise le Congrès de Berlin :

« **La Curée!** »

La jeune Icarie nous reproche d'avoir prêté à ses amis des sentiments égoïstes et réactionnaires qu'ils n'ont pas, et elle espère que, comme tant d'autres, nous reconnaitrons que notre bonne foi a été surprise par leurs détracteurs.

Tout en maintenant notre blâme pour ceux qui en appelleraient aux tribunaux bourgeois, comme pour ceux dont la conduite expliquerait cette solution, tout en conseillant amicalement aux uns et aux autres de s'en remettre à un arbitrage de socialistes pour régler leurs affaires de famille, nous ne ferons aucune difficulté de reconnaître que nous nous sommes un peu trop hâtés peut-être de donner notre sentiment.

Désireux de ne pas retomber dans la même faute au détriment cette fois de la majorité, nous attendrons que l'on nous donne sur les causes elles-mêmes de la scission des renseignements précis, et que des faits accomplis viennent éclairer de leur lumière les programmes et les déclarations.

Nous sommes tout disposés à porter le débat plus haut comme nos amis de *la Jeune Icarie* le désirent, mais nous leur demandons crédit de quelques semaines. En ce moment, notre format trop exigü suffit à peine aux besoins de notre polémique avec les feuilles bourgeoises, et aux devoirs que va nous imposer la tenue du Congrès Jurasien.

Correspondances.

France.

Nous recevons la communication suivante :

« Le Comité créé en vue de la réception des délégués ouvriers français et étrangers à l'Exposition universelle et de l'organisation du Congrès international ouvrier socialiste, porte à la connaissance des groupes ouvriers constitués tant en province qu'à l'étranger, la résolution suivante qu'il a prise dans sa dernière séance :

« Conformément à la décision du congrès ouvrier de Lyon, le congrès international socialiste s'ouvrira à Paris le 2 septembre, pour se terminer le 12 du même mois, »

Il croit devoir inviter ces divers groupes à retarder l'envoi de leurs délégués à l'Exposition de façon à faire coïncider leur arrivée à Paris avec la tenue du Congrès.

La liste des questions à traiter au dit congrès leur sera ultérieurement adressée.

Le comité rappelle qu'il est composé d'un délégué et de deux sub-délégués nommés par les chambres syndicales et autres groupes parisiens ouvriers et qu'il n'a abandonné à aucune individualité le droit de remplir le double but qu'il se propose. Il invite les groupes constitués à se mettre en garde contre toute substitution de ce genre.

Pour le Comité,

Le secrétaire de la Commission de propagande,

BALAT, 13, rue de Picardie.

Nous recevons, trop tard par l'insérer, l'ordre du jour du Congrès; nous le publierons dans notre prochain numéro.

L'Egalité, journal républicain socialiste, qui paraissait à Lagny près Paris, a été sous le coup d'une double poursuite : elle était traduite devant la Police correctionnelle et en Cour d'assises.

Cinq délits étaient relevés contre elle, et pouvaient l'exposer à un maximum de 9 ans de prison et de 1800 francs d'amende.

Vendredi elle passait devant le tribunal correctionnel de Meaux pour apologie de faits qualifiés crimes. Elle a été jugée et condamnée par défaut, les socialistes de *l'Egalité* ne voulant pas, comme ils le disent eux-mêmes « donner par leur présence un faux air de justice à ce qui pour la classe dirigeante et possédante, n'est, comme l'armée, comme la police, comme le clergé, comme l'administration qu'un moyen de défendre ses privilèges économiques et politiques contre les revendications égalitaires du nombre. »

Le tribunal de Meaux où siégeaient M. Louche et C^{ie}, a condamné *l'Egalité* à 1000 francs d'amende et un an de prison. *L'Egalité* annonce que n'étant soutenue par aucun bailleur de fond, elle doit suspendre momentanément sa publication, mais qu'elle reparaitra avant peu.

La **R. F.** de MM. Dufaure, Marcère et consorts, aimable et naïve pour les ennemis de la république, salope et trompeuse quand il s'agit de républicains, a donc voulu en finir avec le seul organe du socialisme-révolutionnaire qui paraisse *publiquement* en France, comme elle en a fini une fois avec le *Père Duchêne* et la *Commune affranchie*.

Cette rage de poursuites et cette privation du droit commun montrent aux ouvriers ce qu'ils doivent attendre de la voie légale pour réaliser leur émancipation.

On nous écrit de France :

« Nous avons en France de nouvelles grèves un peu partout : grève des charpentiers au Havre, de 450 ouvriers boulangers à Bordeaux, de 1300 teinturiers en soie à Saint-Chamond. Mais toutes ces grèves ne sont rien en comparaison de celle qui vient d'éclater dans les charbonnages de la compagnie d'Anzin, grève qui comprend plus de 5000 ouvriers. Celle-ci eût certainement égalé en importance la dernière grève insurrectionnelle de l'Etat d'Ohio, si le gouvernement, sous prétexte de protéger la liberté du travail, et aidé du candidat républicain et de ses amis, n'était parvenu à la circonscrire.

Imaginez par la pensée une tache noire, s'étalant en une longue bande, mince et renflée par endroits comme la voie lactée, dans le sous-sol des deux départements du Pas-de-Calais et du Nord. Supposez que cette bande parte en pointe des petites hauteurs qui séparent Houdain de Lillers, qu'elle s'élargisse un peu et devienne très mince au moment où, au niveau de Douai, elle sort du Pas-de-Calais pour entrer dans le département du Nord; qu'elle se renfle enfin en cercle entre Condé et Valenciennes, et passe la frontière franco-belge. Vous aurez une idée à peu près exacte de la forme, de la position et de l'étendue de notre bassin houiller du Nord.

Les charbonnages du Pas-de-Calais n'ont pas l'importance de ceux du département

du Nord. Ceux-ci comprennent un très grand nombre de fosses groupées autour de plusieurs centres. Parmi ces centres, les uns sont des concessions appartenant à de petites compagnies : tels sont ceux d'Aniche, de Fresne-Midi, de Douchy, et de Vicoigne. Mais, le plus grand nombre, celui du village d'Anzin, celui de Fresnes où en 1717 a été découverte par hasard la première veine de combustible, alors que depuis plusieurs années les charbonnages belges de Mons et de Namur étaient en pleine exploitation, ceux de Raismes, de Vieux-Condé au nord de Valenciennes, celui de Somain, à l'est de cette ville, ceux de Denain, de Louches au sud, font partie de la célèbre compagnie d'Anzin.

« C'est aux portes même de Valenciennes, au bourg d'Anzin, — écrit Elisée Reclus, dans sa *Géographie Universelle*, — que se trouve le siège de la principale compagnie houillère de France, dont chaque « sou » ou part de propriété vaut de 2 à 3 millions de francs et qui possède un domaine souterrain comprenant une étendue de 281 kilomètres carrés, entre la Scarpe et l'Escaut et sur la rive droite de ce fleuve. Autour de ses puits de mines se sont formées de grandes cités ouvrières, Anzin lui-même, Raismes, Somain, Bruay, Fresne, et Vieux-Condé, non loin de la place forte de Condé-sur-Escaut; des bassins ont été creusés à Denain, à Condé et dans les autres villes riveraines du fleuve; canaux et chemins de fer sillonnent la contrée dans tous les sens, et même sous terre des voies ferrées à traction de vapeur réunissent les galeries les unes aux autres. »

Ajoutons que la production houillère, non pas du bassin houiller du Nord, mais de la partie seulement qui git dans le sol du département de ce nom, dépasse 3 millions de tonnes, ce qui fait une valeur de 40 millions de francs et que cette production ne suffit pas à la consommation des usines du pays. On comprendra que la contrée contient plus de 16000 ouvriers parmi lesquels on compte 9000 mineurs.

Pendant la période favorable que toute industrie traversait il y a quelques années, les charbonnages vomissaient de la houille à bouche pleine de leur fosses, et tout cela s'écoulait, et tout cela se consommait par les usines du département. Mais les mauvais temps sont venus et au lieu de prévoir la crise qu'ils traversent les administrateurs des charbonnages se sont bien gardés d'en modérer la production; ils continuaient même à embaucher des mineurs étrangers. Qu'est-il advenu? c'est que, en ce moment la compagnie d'Anzin a un stock si considérable de produits qu'elle ne sait plus, ni où, ni comment écouler. Alors viennent les mesures égoïstes et bêtes. On introduit le chômage le lundi de chaque semaine, on ferme les fabriques d'agglomérés, ce qui met 2000 ouvriers sur le pavé, et bientôt dans certaines fosses, à Thiers, par exemple, un bon ouvrier mineur gagne 25 à 30 francs par quinzaine, soit 2 ou 2 fr. 33 par jour.

Cette situation ne pouvait pas durer. Dès samedi, 13 juillet, une certaine agitation se faisait sentir autour des fosses, et mardi 16, aux fosses de la Réussite et de Thiers, les mineurs coupaient les cordes des cages. La grève commençait.

Quelle puissance, si cette grève après avoir allumé tous les centres de la compagnie d'Anzin, se repandait à Aniche, dans les concessions voisines, et enjambant la

frontière se promenait dans le Pas-de-Calais ! plus de 12000 mineurs dans la rue, appuyés de leurs 20000 camarades des fabriques. Tout le bassin houiller du Nord n'eût été bientôt qu'une langue de feu !

Instinctivement les mineurs le comprenaient. Mais, avant même que la grève n'éclatât, le gouvernement averti par les agents des grandes compagnies l'avait prévue et dans un clin d'œil toutes les précautions furent prises :

1° pour interdire toute communication entre le Pas-de-Calais et le Nord, un régiment de ligne tout entier a été placé à Douai, sac au dos, cartouches dans la giberne ; 2° pour garantir les petites compagnies comme celle d'Aniche, de la cavalerie est masquée entre leurs fosses et celles d'Anzin ; 3° pour en finir même avec les mineurs d'Anzin, Denain est occupé par 3 bataillons d'infanterie, et 2 escadrons de cavalerie, Somain par un bataillon d'infanterie, Anzin, point stratégique, est bourré de troupes ; enfin, toute fosse a sa compagnie, toute route son peloton de dragons qui disperse au galop du cheval les bandes de grévistes. La république fait bien des choses ! n'est-ce pas Messieurs du capital ? refuserez-vous encore de coucher avec elle ?

Par les moyens parfaitement illégaux, qui voilent la loi des coalitions, la grève n'a pas atteint le Pas-de-Calais, elle n'a pas atteint les autres compagnies ; Denain, Somain, ont été préservés ; maintenant elle étouffe au fond des fosses du centre d'Anzin couronnées de gendarmes. Sa mort est une question de temps.

Racontons maintenant les luttes qui ont eu lieu et les hypocrisies des comités républicains et bonapartistes.

Dès le mercredi, 17 juillet, 200 ouvriers se rendent de Bruay à Anzin, par la route qui va de Condé à Valenciennes. Le poste qui veille à la fosse Borne-Bleuze, se met en travers sur la route et l'officier donne ordre aux grévistes de rétrograder. Les ouvriers insistent pour avoir routelibre. Alors les arrestations commencent. Les femmes furieuses poussent leurs maris à délivrer leurs camarades. Sommations légales, et sur l'ordre de l'officier les fusils s'abattent pour faire feu. On entend au loin un galop de dragons. Alors commence un spectacle sublime. Les ouvriers, poitrine nue, crient aux soldats : « Tirez, si vous voulez ! la mort ou du pain ! » Les femmes, échevelées, courent aux soldats, ayant aux poings leurs petits enfants aux yeux étonnés et peureux. Les soldats hésitent ; mais le galop des dragons passe. La route est nettoyée de ces dignes fils des canuts et des barricadiers de Juin, de ces filles des héroïques gauloises.

Des grévistes, bâtons à la main, vont vers Aniche — dispersés ; vers Denain — dispersés ; ils marchent au château de Marsilly qui appartient au directeur de la compagnie, ils sont dispersés.

A Haveluy, la gendarmerie voyant approcher les grévistes de la fosse, fait des sommations et tire « en l'air », disent les feuilles bourgeoises. Une balle rencontre un nuage, un rocher des montagnes de la lune, ou le tibia de Jupiter, on ne sait pas bien, ricoche et vient s'enfoncer dans la poitrine d'un mineur qui demandait du pain : du pain ou du plomb !

Au cours de ces petites émeutes, 200 ouvriers sont arrêtés, et « expédiés » au tribunal de Douai. Le tribunal les condamne à la prison à la *queue-leu-leu*, parce qu'ils

ont porté atteinte à la *liberté du travail*. . . probablement de MM. les gendarmes.

Afin d'écarter la grève de Denain, le Comité électoral de cette ville a donné son concours aux autorités. Les ouvriers de Denain sont profondément attachés à leurs camarades et aux idées républicaines. Or, il y a un scrutin de ballottage à Denain entre un bonapartiste, M. Renard, et un républicain-bourgeois, M. Girard ; quelques agents de Ratapoil voulant profiter de la grève pour avoir une 10^{me} de voix qui manquent à leur homme sont allés à quelques fosses crier : Vive Napoléon IV ! on les en a chassés au chant de la Marseillaise. Mais les Messieurs du comité Girard ont dit à Denain que les grévistes criaient : Vive Napoléon ! et les ouvriers de Denain ont dit : s'ils font la grève pour Napoléon qu'ils la fassent tout seuls ! Comme les troupes sont en travers du chemin, il n'y a pas eu moyen de dissiper cette calomnie. Preuve de plus de l'excellence de l'action politique pour les classes ouvrières !

On nous écrit de Marseille :

« Nous avons été mêlés, presque sans le vouloir, aux luttes qui viennent d'avoir notre ville pour théâtre. Toute l'affaire peut se résumer en deux mots : elle a été engagée, d'une part, par les cléricaux aidés par la police, la gendarmerie, la force armée, avec la complicité tacite des généraux commandant le corps d'armée, du commissaire de la marine, et de ces Messieurs du Parquet ; elle a été soutenue, d'autre part, par le peuple, en majorité libre-penseur et républicain, appuyé par les socialistes peu nombreux, hélas ! et abandonné presque complètement par le conseil municipal qu'il a élu.

Conformément à la loi, le maire de Marseille, avait interdit toutes les processions, y compris celle dite « du vœu des échevins » et qui date d'une épidémie qui ravagea la ville de Marseille.

Mais nos cléricaux n'ont pas entendu de cette oreille, et ils ont remplacé la procession annuelle par une série de manifestations absolument politiques : Messe dite en présence des généraux, promenades significatives par groupes, dépôt de couronnes et de fleurs à la statue de Monseigneur Belzunce, ancien évêque de Marseille ; cris de « vive Henri IV ! vive la religion ! »

Le décret rendu par le maire de Marseille restait donc lettre morte. Tandis que les généraux soutenaient de leur présence les débuts de la manifestation, les républicains officiels goûtaient les douceurs de cet aimable *far niente* qu'ils aiment tant.

Mais, quand le peuple a vu que l'autorité républicaine ne savait pas, ne pouvait pas, ou n'osait pas mettre un terme aux provocations politico-religieuses des manifestants, il est devenu anarchiste comme dans les grands jours, et il s'est mis à faire ses affaires lui-même, les manches de chemises retroussées, la figure au vent, le cœur à l'ouvrage. Cela a été vite fini. Les fleurs se sont changées en bottes de paille dans les bras de bronze de Monseigneur, les chapeaux gibbus en soufflets, les jolies cannes en baguettes de tambour battant la marche sur la peau des manifestants, et la manifestation en déroute.

Les gendarmes apparaissent alors et, obéissant à leur affinité naturelle, les chapeaux à claques se mettent du côté des chapeaux claqués. Un gendarme est bientôt

désarmé, un autre assommé, tous pris de force, reconduits, et enfermés dans leur caserne.

Pendant ce temps que faisait le conseil municipal ? il lançait des décrets, et il faisait des vœux ! Celui, par exemple, de l'enlèvement de la statue de Belzunce.

Mais si nos cléricaux de Marseille ne *voient* pas, ils ne *s'abstiennent* pas davantage. Ils vont le lundi à la bourse, œillet blanc à la boutonnière, afin de rosser M. Peyral qui a proposé l'enlèvement de la statue. Au tour de ce conseiller municipal le combat recommence.

Bientôt la foule encombre les rues et chacun donne à son voisin le mot : il faut « déboulonner » Belzunce. Un petit drapeau rouge est arboré et l'on court sus au mouvement.

Alors, comme il s'agissait de combattre des républicains, l'intervention des troupes ne s'est pas fait attendre. La cavalerie charge sur les trottoirs comme sur la chaussée ; l'infanterie, sac au dos, occupe les places publiques.

Partout l'« Ordre » est rétabli et les arrestations en masse commencent.

Les républicains seront sûrement les plus condamnés et le seront en plus grand nombre. Mais, de longtemps il n'est pas probable que les cléricaux recommencent.

Allemagne.

Procès Hoedel. — La chambre où siège la haute cour de Justice est étroite. C'est à peine si on a réservé une quarantaine de places pour le public et pour les journalistes.

Hoedel, introduit, va prendre place entre deux gardes de police. Sa figure est calme, et il promène un regard assuré sur le public et sur ses juges qu'il fixe résolument.

Le procureur général de l'Etat à la cour royale de justice lit un long réquisitoire. Nous allons en résumer les passages les plus importants.

Des témoins affirment qu'ils ont vu Hoedel tirer trois coups de revolver sur l'empereur d'Allemagne et deux sur la foule qui le poursuivait. Mais, qu'aucun de ces coups n'a porté. Avant la scène de l'avenue des Tilleuls, Hoedel aurait dit à plusieurs personnes qu'il fallait qu'une « grosse tête » tombât. L'accusation donne aussi lecture d'une lettre très curieuse qu'Hoedel a écrite à ses parents ; il y est dit entre autres choses « qu'il implore leur pardon pour le sombre nuage qu'il a amoncelé sur eux ; que sa vie est sacrifiée à une cause pour laquelle il leur a déjà donné pas mal de désagréments : sa vie est sacrifiée pour le bien de l'humanité », il ajoute en postscriptum : « je regrette de n'avoir pas tiré juste. »

Max-Heinrich Hoedel est fils naturel de Emilie Hoedel, mariée à Trabert, cordonnier à Leipzig. Il est né le 27 mai 1857. A l'âge de douze ans il fut mis dans une maison de correction, et depuis, son existence n'a été qu'une lutte continuelle contre la misère.

Membre du parti démocrate-socialiste, il fit connaissance pendant l'année 1876 avec les anarchistes, et il entra particulièrement en relations avec Emile Werner, délégué des allemands anarchistes au Congrès de Gand. Il se déclara bientôt de leur opinion. Il disait à qui voulait l'entendre, qu'il était partisan de la « propagande par l'action », mais sa pensée se tournait surtout du côté de l'abolition du gouvernement qui prenait

à ses yeux la forme de la suppression des gouvernants. Il faut, disait-il souvent, un Tell à l'Allemagne. Il organisa plusieurs réunions, et y parla au point de vue anarchiste. Cependant il ne se fit inscrire dans aucun cercle de ce parti.

Il a été expulsé du parti démocrate-socialiste.

Nous laissons maintenant la parole au président de la cour et à l'accusé dont l'assurance ne s'est pas démentie un seul instant:

Le Président: Accusé, il est dressé acte d'accusation contre vous pour avoir tenté d'assassiner S. M. l'empereur. Vous avouez-vous coupable du crime de haute-trahison?

L'Accusé: Non.

Le Président: A quelle intention avez-vous acheté un revolver?

L'Accusé: Je voulais me brûler la cervelle, avec.

Le Président: Vous pouviez accomplir votre suicide dans votre logement. Pourquoi avez-vous choisi justement l'avenue des Tilleuls?

L'Accusé: Chacun son goût: celui-là se précipite du haut de la tour de l'Hôtel-de-Ville, celui-ci se brûle la cervelle sous les Tilleuls. Je voulais me tuer sous les yeux de la haute société, pour lui faire honte de notre misère.

Le Président: Plusieurs témoins vous ont vu diriger votre revolver sur l'empereur?

L'Accusé: Que voulez-vous? contre les faux témoins, il n'y a point d'onguents.

Le Président: A quelles réunions démocrates-socialistes apparteniez-vous?

L'Accusé: A aucune, excepté à la « réunion pour la sauvegarde des intérêts du peuple travailleur ».

Le Président: Aviez-vous réellement l'intention de rester membre du parti démocrate-socialiste? A Leipzig, vous sembliez vous ranger avec d'autres partis?

L'Accusé: Ceci est mon affaire.

Le Président: Vous aimiez à vous dire anarchiste; savez-vous ce que c'est qu'un anarchiste?

L'Accusé: Je n'ai pas besoin de vous expliquer cela ici. Je ne vous convertirais pas à mes opinions, pas plus que vous ne me convertirez aux vôtres (*mouvement dans la salle*).

Le Président: Quelles sont vos opinions?

L'Accusé: J'ai déjà dit que j'étais anarchiste.

Le Procureur: Mais vous avez aussi colporté les écrits des socialistes-chrétiens?

L'Accusé (avec un rire moqueur): Ça c'était de la blague christo-sociale. Mais il fallait gagner sa vie.

Le Président: Reconnaissez-vous avoir dit dans une réunion: Nous n'avons pas besoin d'empereurs, ni de rois; ils dépouillent le peuple?

L'Accusé: C'est parfaitement exact.

Plus tard, le président revient sur cette question des opinions de Hœdel:

Le Président: Qu'entendez-vous par anarchiste?

L'Accusé (réfléchissant s'il doit répondre ou non): Je ne sais pas.

Le Président: Eh bien! moi je vais vous le dire: les anarchistes sont des gens qui veulent atteindre par la violence ce que les démocrates-socialistes veulent réaliser par la voie légale. *) On ne peut pas se fier à vos réponses.

*) M. le président de la haute cour a laissé échapper là une bonne occasion de se taire. Il valait mieux, comme Hœdel, ne rien dire, que de dire des bêtises.

L'Accusé: Vous pouvez vous y fier ou non, peu m'importe! je ne parle pas pour vous plaire.

Après le réquisitoire du procureur, et la défense stupide et lâche de l'avocat d'office, la cour se retire pour délibérer, et un quart d'heure après, elle rentre et rend un jugement par lequel Hœdel, coupable de haute trahison est condamné à la peine de mort.

Hœdel a écouté sa sentence la tête haute, avec le sourire sur les lèvres comme s'il s'agissait de quitter la salle. Comme on lui ordonne de quitter la salle, il campe fièrement son chapeau sur l'oreille, pousse le cri de « Vive la Commune! » et présente ses mains aux poucettes des mouchards.

Espagne.

Nous continuons toujours à nous sentir à la veille d'un changement de gouvernement. Le gouvernement d'Alphonse, ou du moins le gouvernement personnel de Canovas, est bien malade, et le parti des constitutionnels qui espère le remplacer dans une république bourgeoise, commence à perdre patience. Ne voyant pas l'espoir de saisir le gouvernement par voie parlementaire, il commence à faire ouvertement la menace de se jeter dans la voie de la force. Il ne craint plus de déclarer, que si les élections qui vont avoir lieu en septembre, sont préparées de manière à être faites sous la même pression gouvernementale qu'auparavant, que si tout espoir de parvenir au pouvoir par la voie légale s'évanouit de cette manière, le parti sera dans l'obligation de suivre une autre voie.

Mais Canovas se croit assez fort pour pouvoir faire la sourde oreille, et il continue à gouverner de la même façon. Les séances des chambres se déroulent devant des bancs et des tribunes vides. Quand on discute des questions sérieuses, comme le budget par exemple, c'est à peine si douze députés sont présents. Le peuple ne gagne, ni ne perd rien à la fréquentation ou à l'abandon des assemblées, mais le prestige manque! Or, un gouvernement sans prestige est un gouvernement sans force!

Le mécontentement général va en croissant et perce même dans la presse asservie. De temps en temps paraissent des proclamations clandestines, lancées par les constitutionnels, où on attaque ouvertement les Bourbons, le roi, sa vie privée, et ses conseillers. Un moment, à propos de la maladie de la reine, on aurait pu croire cependant, que le servilisme monarchique allait être réchauffé: des foules (petits employés et oisifs) stationnaient à Madrid sur la place du palais, pour avoir des nouvelles de la reine; les journaux de toutes nuances chantaient des louanges à « la jeune, belle et vertueuse Mercédès » (il paraît que chez une reine la vertu est rare déjà à 18 ans!). Mais la reine morte, cette mort est devenue une arme nouvelle, dirigée contre Alphonse et Canovas son ministre. Il circule en ce moment des bruits d'empoisonnement, que confirment jusqu'à un certain point le caractère étrange de la maladie; d'autres disent qu'Alphonse a causé la mort de sa femme par l'inconstance de ses amours; tous ces bruits se sont déjà traduits dans des proclamations parues à Madrid. Somme toute, la royauté est bien malade en Espagne, et tous les partis politiques conspirent et préparent sa chute.

En attendant, la misère sévit avec une force extraordinaire; il y a des localités entières qui sont forcées de mendier, et des

armées de mendiants parcourent les routes et les villes, pendant que la crise, adroitement exploitée par les fabricants, le gaspillage des fonds publics et les impôts exhorbitants achèvent d'aggraver le malaise général. Les impôts, — ça croit comme des champignons! Depuis 1868 le budget a grossi de 456 millions de francs; on peut s'imaginer combien la lourdeur de ce budget écrase un peuple réduit à la misère. Bref, misère, malaise, mécontentement général dans toutes les classes, gouvernement franchement réactionnaire, méprisé et pas assez adroit pour avoir recours aux trucs du libéralisme, — telle est en deux mots la situation. Vous le voyez, il ne faut pas être grand prophète pour dire que l'Espagne marche décidément aujourd'hui vers son 1789.

Comme toujours, et ici comme partout, les petites émeutes précèdent et préparent la révolution prochaine; et, comme ordinairement, ces petites émeutes se font, non pas au nom de quelque principe général peu connu des masses, mais au nom des faits et des besoins proches, palpables, immédiats.

Ainsi par exemple, avec les impôts exhorbitants d'aujourd'hui, nous voyons que dans une seule province (celle de Huesca) il y a eu 4,877 petites propriétés de paysans confisquées dans le cours d'une seule année, pour dettes en contributions foncières; 42 — pour dettes en contributions industrielles; et 1717 — pour dette à l'impôt appelé « emprunt forcé de Castellar. » Dans une autre province, ce sont 1882 propriétés confisquées, et ainsi de suite. De temps en temps ces propriétés sont vendues aux enchères, et le paysan ne se soumet pas toujours, sans mot dire, aux ventes faites par les expropriateurs, par Messieurs les « partageux » en uniforme.

Ainsi la semaine passée à Tortosa, la vente a donné lieu à une petite insurrection. L'agitation étant déjà assez forte dans les villages suburbains, les autorités donnèrent l'ordre de fermer les portes de la ville, le jour de la vente des propriétés confisquées pour dettes à l'octroi). Mais les habitants des villages vinrent à la ville en masse, forcèrent la consigne, obligèrent les troupes à reculer, et parcoururent la ville en bandes, en criant: *A bas les impôts!* Ce ne fut qu'à grand-peine que la municipalité parvint à défendre l'Hôtel de Ville par des troupes, et à occuper les principaux points stratégiques en faisant venir des troupes de Tarragone, à la hâte. Il y a eu quelques blessés, et l'agitation continue.

Les affaires se passèrent plus paisiblement à Valence. Mais des proclamations furent lancées dans la ville et dans les environs pour conseiller aux paysans de refuser de payer la rente aux propriétaires des terres qu'ils cultivent, et si les propriétaires expulsent les paysans — d'empêcher de toutes façons, au besoin par le feu, la culture des champs. Ces proclamations furent fort goûtées des paysans, et il règne dans les villages une grande agitation.

Enfin, une troisième émeute a eu lieu, pendant cette même semaine à Alora (province de Malaga) aussi pour la question des impôts. Il y a eu quelques blessés.

Ces trois cas cependant ne sont pas isolés; je ne cite que les plus importants, car la

*) L'impôt de l'octroi, au lieu d'être perçu aux portes des villes, se prélève par tête sur les habitants des villages voisins.

même fermentation règne dans beaucoup d'autres endroits, et il faut s'attendre à d'autres émeutes du même genre, jusqu'à ce que la révolution éclate. Nous croyons qu'elle ne se fera pas longtemps attendre.

PS. — Les grèves contre les impôts continuent. Celle de Barcelone, où tous les bourgeois de la ville ont refusé d'employer le gaz que le gouvernement venait d'imposer, dure depuis 90 jours, sans que les consommateurs aient la moindre envie de céder. — A Tortosa, les marchands de poissons viennent de refuser l'impôt de 0,04 par kilog. qu'ils payaient jusqu'ici, et les marchands de viande manifestent l'intention de les imiter. — Presque tous les permis de séjour qui servent à lever l'impôt sur le revenu, et qu'on distribue en ce moment, sont déchirés au nez des alguazils, et les autorités municipales, pour éviter insultes et menaces, ont dû refuser de continuer la distribution.

(Barcelone, 11 juillet) — Les émeutes dont je vous parlais dans ma dernière correspondance, se multiplient et prennent des proportions toujours plus grandes.

Le 1^{er} et le 2 juillet, la ville de Manresa, cité manufacturière de 14000 habitants, située à 75 kilomètres de Barcelone, a été le théâtre d'une insurrection, dont les octrois sont encore la cause. La municipalité venait d'établir un nouveau droit d'octroi, et, pour le percevoir plus commodément, elle avait fait élever des barreaux aux différentes entrées de la ville.

Le Dimanche — pendant les apprêts d'une procession — il se forme sur la place publique de grands attroupements de femmes. Très surexcitées, ces ménagères, poussaient des cris de « A bas, les impôts ! » Plusieurs avaient leurs enfants au bras ; d'autres portaient des paniers de pierres. Quelques hommes se joignirent à l'attroupement qui ne tarda pas à prendre une tournure menaçante.

Sur ce, le brigadier Mola vint haranguer la foule et l'engagea à se disperser. Il fut accueilli par une nuée de pierres, dont une, qu'une femme lança d'une main sûre, l'abattit. On l'emporta gravement blessé.

Alors, arriva la troupe. Les femmes couraient au devant des soldats, leur parlaient, leur présentaient leurs enfants, pensant qu'à cette vue ils ne feraient pas feu. Vaines illusions, hélas ! les armes se baissèrent, le feu de peloton partit à bout portant, et la foule se dispersa en emportant des blessés, et en laissant sur la place des femmes grièvement atteintes et un enfant de 4 ans tué net.

M. de Mac-Mahon fait école en Espagne.

L'Etat de siège fut proclamé. Mais le peuple ne se tint pas pour battu. Il se dispersa dans les faubourgs, incendia les barreaux des octrois, et essaya de soulever aussi les ouvrières des fabriques. Une bande, malheureusement trop peu nombreuse, marcha sur la station du chemin de fer, pour s'en emparer, mais elle fut repoussée par la garde municipale. Les conséquences de cet échec ne se firent pas longtemps attendre. La gare restant aux mains des fusilliers, il en débarqua le lendemain, à midi, deux compagnies de soldats commandés par le gouverneur de Barcelone.

A ce moment, la ville était presque tranquille. Seuls, quelques insurgés tenaient encore dans le faubourg de San Domingo, où ils mettaient le feu à la maison du fermier des impôts. Les deux compagnies les

attaquent et parviennent à les disperser après avoir essuyé la fusillade des fenêtres.

Soixante et dix personnes, hommes, femmes, gamins ont été transportées à Barcelone et écrouées dans le fort. Le peuple a cinq morts et une dizaine de blessés, mais « l'ordre — dit le *Bulletin officiel* — règne à Manresa ».

Mais si l'ordre règne à Manresa, il ne règne pas heureusement dans toute la Catalogne, ni dans la province de Valence.

Le contre-coup de l'émeute de Manresa s'est fait ressentir à Berga, à Reus, à Gironelle, et dans certaines localités de la province de Valence. Dans les environs de Manresa, on brûle et on ravage les champs et les vignes des grands propriétaires et des alcades. Une sourde agitation s'est aussi produite à Barcelone, le jour de l'arrivée des prisonniers, et les arrestations que l'on vient de faire, au lieu de la calmer, l'ont augmentée encore.

Effrayé par cette agitation, par le pillage d'un second train venant de Valence à Barcelone, par divers symptômes menaçants que l'on sent plutôt qu'ils ne se décrivent, le gouverneur de Barcelone, M. Aldecoa, déclare dans un ordre du jour, qui est presque une déclaration d'Etat de siège, que toute bande composée de plus de cinq voleurs, ainsi que quiconque attentera à l'ordre public, sera justiciable des conseils de guerre.

Cette proclamation a mis le comble au dégoût que toute la bourgeoisie d'ici professe pour ce Monsieur Aldecoa, et cela, à tel point, que notre roi, sinon de nom du moins de fait, M. Canovas, s'est enfin décidé à désapprouver la conduite de son ami ; il l'a sacrifié, et lui a donné sa démission. Mais, cet acte, que l'on attendait avec impatience, depuis longtemps, n'a calmé personne parce que, comme toujours, il est venu « trop tard ». Le mécontentement règne partout, la bourgeoisie ne fait qu'activer l'irritation populaire, et la destitution d'Aldecoa réchauffe partout les espérances que l'on nourrit de se débarrasser enfin, de ce gouvernement d'Alphonse, à la chute duquel tous les partis travaillent activement.

Comme vous le voyez, la petite émeute de Manresa donne déjà des fruits, et il y a lieu d'espérer que d'autres résultats, sur lesquels vous me permettrez de ne pas m'expliquer cette fois, ne se feront pas longtemps attendre.

Quant aux choses d'Andalousie, je ne puis vous donner que de courts renseignements. Là aussi cependant règne la même agitation. A Marchena (Séville), à Cheste, et dans d'autres localités d'importantes émeutes ont eu lieu.

Italie.

On nous envoie avec prière de l'insérer le document suivant :

Association Internationale des Travailleurs

FÉDÉRATION NAPOLITAINE

Compagnons !

La Délivrance du sol à délivrer (La Redenzione delle Terre Irredente) est le thème de l'agitation actuelle des bourgeois d'Italie, qui dans de solennels comices cherchent à entraîner le peuple au profit de leurs menées. Nous, nous laissons tout cela en paix. Nous leur montrons ainsi, qu'instruits à la fin par tant de désillusions, nous compre-

nons la valeur de mystifications semblables.

Compagnons !

Que les travailleurs de Trente et de Trieste soient esclaves des capitalistes et des sbires allemands ou des capitalistes et des sbires italiens, la chose est, pour eux et pour nous, tout-à-fait indifférente. Les seuls qui peuvent tirer quelque profit en nous plaçant sous le canon autrichien, ce sont nos bourgeois qui verront peut-être, grâce à notre sang répandu, s'élargir de quelques milles le champ de leur domination. Nous, avant de nous faire les instruments de leur ambition, au lieu de gaspiller nos forces, nous les consacrons à la délivrance de toute la terre — *de la terre délivrée* (redente) et *de celle à délivrer* (irredente) —, nous les consacrons à la destruction de l'édifice qui nous opprime — *des Etats* — et à une organisation libre conforme aux principes du socialisme-anarchiste.

Compagnons,

Voilà la révolution qui intéresse les travailleurs de tous les pays. Toute agitation d'un autre caractère ne tend qu'à river les chaînes, avec lesquelles les bourgeois nous tiennent enchaînés, et à nous plonger de plus en plus dans la misère et dans l'ignorance : qu'elle ait donc l'accueil qu'elle mérite.

Naples, Juillet 1878.

Pour la Fédération :

Giuseppe Merlino, Giovanni Buofantini, Nicolò Converti, Giovanni Domanico, Francesco Siciliani, Tommaso Schettino.

Le gouvernement démocratique de M. Cairoli se rend toujours plus digne de son origine bourgeoise.

Vous savez que la Cour de cassation de Naples, — refusant le recours du Procureur du Roi — avait écarté toutes les accusations pour crimes de droit commun qui pesaient sur nos amis insurgés de Bénévent, excepté pourtant celui d'avoir blessé des gendarmes. Mais, ce que vous ignorez peut-être, c'est que M. Conforti (ministre, aujourd'hui, de Justice et des Grâces) était en ce temps président de la dite Cour, et avait fait comprendre que si nos amis recourraient, il se prononcerait en leur faveur.

Aujourd'hui, MM. Conforti, Cairoli, et *tutti quanti*, encore tout émus des exécrables attentats perpétrés contre S. M. Guillaume I^{er}, font déclarer par des bonzes qui se prennent pour des Juges, que l'escarmouche du 5 avril 1877 est un crime de droit commun.

Est-ce que MM. nos ex-révolutionnaires devenus Ministres se figurent que l'on peut faire une révolution à coups de plume ou de balai ?

Pendant que pour condamner nos amis on cherche des juges, la Fédération Napolitaine, dans une circulaire signée de 150 membres saisit cette occasion pour affirmer de nouveau ses sentiments de sympathie et de complète solidarité avec nos compagnons prisonniers.

La situation, dont je vous parlais, dans ma dernière correspondance est bien loin de changer. J'emprunte aux journaux bourgeois quelques nouvelles qui s'y rapportent :

« A Molinella (Bologne) 500 ouvriers se sont rendus, le 11 juin passé, à la mairie en demandant « *pane e lavoro* » (pain et travail). Vis-à-vis d'une agitation qui pouvait

devenir dangereuse pour l'ordre public, les autorités du chef-lieu de la province envoyèrent à Molinella de la troupe avec un commissaire de police et un capitaine de gendarmes. Le 12 on y envoya un escadron de cavalerie. — « Dans les environs de Budrio (Bologne) ont eu lieu des réunions d'ouvriers sans trêve. Là, même agitation et même cri: *paine e lavoro!* Le *Sindaco* (maire) de Budrio a reçu ainsi plusieurs visites, et dans l'une d'elle, les ouvriers prenant leur bien où il était, mangèrent tout le pain qui sortait alors du four. Dans une autre de ces visites, le maire fut conduit à la mairie entouré de menaces. »

Une réunion aura lieu bientôt à Monselica. Cette réunion a pour but de préparer le Congrès régional vénitien.

La faveur qui a accueilli notre organe *L'Avant-Garde* croît de plus en plus. L'aider de toutes façons, moralement et matériellement, est le devoir de tous les socialistes-révolutionnaires d'Italie. Nous le recommandons aussi à ceux des lecteurs de *L'Avant-Garde* qui comprennent l'Italien.

A Gènes, on a emprisonné trois de nos compagnons qui tenaient une conférence au théâtre Apollo. De mieux en mieux, M. Cairoli continue à défendre toute agitation théorique et tout le monde sera d'accord avec nous pour recommencer un autre genre de propagande. A. G. O.

Un journal, *Il Popolano*, devait paraître le 20. Il a été séquestré préventivement par le questeur. — A Bologne, où l'on croyait avoir fait table rase de tous les socialistes, une section vient de se former. Une autre section s'est aussi constituée à Beggio d'Emilia.

Sur le désir exprimé par notre compagnon Andréa Costa, la souscription dont nous avions annoncé l'ouverture, ne sera pas continuée. J.

Canada.

Au Canada comme aux Etats-Unis, le socialisme est organisé. Québec a été le théâtre de luttes qui ont produit dans les couches bourgeoises une émotion qui est loin d'être calmée.

Le 11 juin, 700 ouvriers minotiers ont envahi le moulin principal de la localité et l'ont saccagé. Cinq *policemen* envoyés pour rétablir l'ordre ont été accomodés de la belle façon. Le 12 — et cette fois au nombre de plusieurs milliers, — les ouvriers ont parcouru la ville et envahi plusieurs établissements industriels. Des cavaliers que l'on destinait à leur barrer le passage, ont du battre précipitamment en retraite. Des magasins de farine ont été mis au pillage, et des voitures réquisitionnées pour transporter les sacs qu'ils contenaient.

Le maire a alors donné lecture du *Riot-act*. Le *Riot-act* correspond à ce que les français nomment: les sommations légales. Le peuple a répondu par des huées. Les troupes ont fait feu. Conséquences: trois morts et beaucoup de blessés.

La foule dispersée par cet assassinat légal s'est reformée plus loin, et a vengé immédiatement les victimes en pillant la maison du maire et en attaquant la prison. Le maire lui-même a failli être pris par la foule exaspérée; il a dû son salut à la fuite.

Enfin, le 13, il a fallu céder devant les renforts de troupes qui arrivaient de tous côtés. Mais l'émeute ne nous semble pas terminée; elle mine comme le feu qui couve sous la cendre.

Suisse.

CONGRÈS ANNUEL DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association Internationale
des Travailleurs.

Ensuite du vote de la majorité des sections, le Congrès jurassien aura lieu cette année à Fribourg, le premier Dimanche du mois d'août (4 août 1878).

Voici les questions qui figurent à l'ordre du jour du Congrès:

I. Rapport du Comité fédéral jurassien; II. Rapports des Sections; III. Rapport de l'administration du *Bulletin*; IV. Rapport de l'administration des brochures; V. En présence de la crise actuelle y a-t-il lieu de travailler à une réorganisation des forces ouvrières ayant pour but la sauvegarde immédiate des intérêts du peuple (question discutée à la réunion anarchiste de Neuchâtel); VI. La revendication de l'autonomie communale considérée au point de vue théorique et pratique anarchiste (proposition de la fédération du district de Courte-lary); VII. Attitude des anarchistes en présence des socialistes-étatistes (discutée par la réunion anarchiste de Neuchâtel); VIII. Exposé des idées anarchistes; IX. Question des publications populaires; X. Question de l'assurance mutuelle; XI. Désignation de la ville où siègera le Comité fédéral pour l'année 1878-79; XII. Siège de l'administration des brochures.

NB. — Dans la circulaire du Comité fédéral d'où nous extrayons ces lignes, celui-ci exhorte vivement les sections à se faire représenter. Nous croyons que c'est là un devoir pour l'accomplissement duquel nos compagnons ne regretteront aucun sacrifice.

Pour tous les détails de l'organisation du Congrès, s'adresser soit à la section de Fribourg (Alexandre Boiteux, au Varis, Fribourg), soit par l'intermédiaire du Comité Fédéral.

Dans un entrefilet écrit en réponse au nôtre, *Le Patriote* feint de croire que, si un jour, on en vient à lui couper la tête, — ce qui, dit-il, ne sera pas commode, — on aura l'intention de lui fermer la bouche, et de le forcer au silence.

Le Patriote se trompe.

Il exagère d'abord les difficultés que l'on rencontrerait pour faire entrer dans les faits la nouvelle allégorie qui le fâche: qu'il songe seulement aux têtes autrement puissantes que la sienne que la Révolution a mises saignantes dans son panier, et il le reconnaîtra comme nous. Trop préoccupé ensuite, de nous convaincre de la solidité de sa tête sur ses épaules, il a oublié de nous montrer cette solidité dans la discussion, et, il l'avouera, il est assez inutile d'employer des moyens violents pour clore la bouche à des gens qui la ferment si facilement eux-mêmes, et qui ont cette hâte d'annoncer qu'ils rentrent dans le prudent « mutisme » dont on sent qu'ils ont le regret d'être sortis.

Notre confrère en socialisme, (il y a de quoi pouffer à rire!) nous reprochait de vouloir détruire l'ordre de choses actuel, et de ne pas savoir *par quoi* nous le remplacerions; puis, faisant risette aux ouvriers rares mais naïfs qui le gobent, il opposait à notre « socialisme brutal » son « socialisme bourgeois » que nous nous sommes permis de qualifier de « socialisme de trompeurs et de

dupes ». Il prônait la coopération et nous mettait au défi de produire un programme.

Nous avons cherché à mettre en relief l'inefficacité du système coopératif quant à son application dans le monde ouvrier, et nous nous sommes ensuite prononcés pour cette mesure acceptée, au moins pour le sol, par beaucoup d'économistes modernes (comme John Stuart Mill et M. de Laveleye), la propriété collective.

Dans son application limitée à quelques individus, avons-nous dit, la coopération est incapable d'améliorer la situation des travailleurs pris en masse, et en émancipant individuellement quelques individus, en les faisant petits bourgeois, elle augmente le nombre des exploités, et d'autant l'écrasement de ceux qui restent dans les rangs du prolétariat. « *Le Patriote* » semble affirmer, mais ne démontre pas le contraire.

Nous avons fait observer au *Patriote* que la coopération ne pouvait pas, dans les iniques conditions sociales actuelles, être généralisée au point d'embrasser l'ensemble des citoyens et de mettre à leur disposition un capital commun suffisant. Qu'en conséquence elle ne saurait être une voie sur laquelle les classes laborieuses doivent s'engager si elles veulent atteindre leur complète émancipation. *Le « Patriote » regrette cette vérité, qu'il semble reconnaître.*

Battu sur son terrain, nous attendions que *Le Patriote* vienne se placer sur le nôtre.

Nous lui disions: il y a un moyen de réaliser cette coopération que vous voyez dans vos rêves; de la rendre universelle en y faisant entrer l'ensemble de l'humanité; de constituer un capital commun qui soit immense, en faisant rentrer à la collectivité la matière première et les instruments de travail indument détenus dans les mains de quelques-uns. Nous attendions que le *Patriote* contestât la légitimité ou l'efficacité de cette mesure? *Sur ce point, le « Patriote » se dérobo.*

Il sort de la question. Il cherche à démontrer que « cette formule magique » la propriété collective, ne donnera pas le bonheur universel, la félicité complète et sans mélange, l'égalité parfaite entre tous les humains; qu'il « ne croit pas à la possibilité de transformer la terre en un Paradis, en un *Eden*, ainsi que prétendent naïvement le faire les collectivistes »; mais, qui donc lui parle de tout cela? quel est celui d'entre nous qui songe à un *Eden* aussi impossible, que le *Paradis perdu* auquel croit le *Patriote*, ou le *Paradis céleste* auquel certainement il aspire.

Devant ces faux-fuyants, nous allions tout simplement dénoncer le *Patriote*, comme lachant pied dès le début de la discussion de notre programme, quand il s'agissait encore du côté purement économique, et l'opinion publique allait dire que pour s'enfuir ainsi d'une polémique en jetant ses armes, il valait mieux ne pas la commencer, et imiter le silence prudent des confrères de la presse bourgeoise puisque on partageait leur incapacité.

Mais le Dieu du *Patriote* n'abandonne jamais les siens, — chacun sait ça. — Un ange de Jacob, sous la forme d'un « correspondant » est descendu du ciel, dans les colonnes du journal, et à la première page, dont on lui a naturellement fait les honneurs, il est venu promettre de suppléer au mutisme du *Patriote*. Nous serons heureux de discuter avec un correspondant assez intelligent pour comprendre la faiblesse des arguments de ses amis, et assez courtois pour causer avec des socialistes-anarchistes sans les insulter.